



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Soutien de l'État pour la diversification de l'agriculture en outre-mer

Question écrite n° 23503

Texte de la question

Mme Justine Benin alerte M. le ministre de l'agriculture et de l'alimentation sur les aides de l'État en faveur de la diversification de l'agriculture en outre-mer. Lors de son déplacement en Guyane en octobre 2017, le Président de la République Emmanuel Macron a fixé une ambition claire pour les filières agricoles et d'élevage dans les territoires ultramarins : « Pour ce qui concerne la diversification agricole en outre-mer, c'est-à-dire la culture maraîchère, les fruits, les légumes, l'élevage, nos dispositifs de soutien ne doivent pas fonctionner comme des plafonds de production. Au contraire, nos dispositifs de soutien doivent nous aider à avancer vers cette indépendance alimentaire, non pas dans un esprit souverainiste inquiet, mais dans une logique de développement économique et de développement durable. Il faut continuer à installer de nouveaux agriculteurs, à augmenter les productions, et assurer leur chaîne de commercialisation ». Les agriculteurs et les éleveurs d'outre-mer se sont pleinement engagés dans cette voie, en s'organisant notamment dans des filières structurées. Néanmoins, depuis dix ans, la stagnation des crédits nationaux consacrés à la diversification agricole rend chaque année de plus en plus difficile le maintien de cette stratégie de diversification agricole. En outre, le ministère de l'agriculture et de l'alimentation a indiqué il y a quelques semaines qu'il n'avait plus de crédits suffisants pour verser les aides dues au titre de l'année 2018. Dans ces conditions, il est aujourd'hui urgent de relancer la dynamique de soutien aux filières agricoles ultramarines. Au-delà d'une aide structurelle, il s'agit de considérer cet engagement comme un véritable investissement au service du développement économique et durable des territoires, qui permettra de concilier à la fois la production locale, mais également la transition vers une agriculture écologique et durable, ainsi que le pouvoir d'achat des consommateurs, ces derniers souffrant aujourd'hui des prix élevés à l'importation. Aussi, elle l'interroge sur les orientations qu'il compte prendre en ce sens dans le cadre du vote du prochain budget dédié à la politique agricole.

Données clés

Auteur : [Mme Justine Benin](#)

Circonscription : Guadeloupe (2^e circonscription) - Mouvement Démocrate et apparentés

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 23503

Rubrique : Outre-mer

Ministère interrogé : [Agriculture et alimentation](#)

Ministère attributaire : [Agriculture et souveraineté alimentaire](#)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [8 octobre 2019](#), page 8501

Question retirée le : 21 juin 2022 (Fin de mandat)